PRO Schweiz Suisse Svizzera Svizra

Conférence des médias 28 février 2023
Centre de presse du Palais fédéral à Berne

Le Parlement a perdu sa boussole en matière de politique de neutralité

Exposé de Walter Wobmann
conseiller national, vice-président de pro Suisse et président du comité «maintien de la neutralité suisse»

Chers représentants des médias,

Je vous souhaite moi aussi une cordiale bienvenue à cette conférence des médias.

Le débat actuel au Parlement fédéral au sujet de la neutralité suisse montre que le Conseil fédéral, mais aussi une grande partie du Parlement, ont perdu la boussole politique !

Quasiment tous les jours, de nouvelles propositions sont avancées sur la manière dont la Suisse pourrait assouplir sa neutralité pour livrer des armes dans la zone de guerre actuelle. Pour ce faire, on a recours aux tours de passe-passe les plus improbables : des biens d'armement de fabrication suisse devraient désormais pouvoir être livrés après cinq ans par des pays tiers à des régions en guerre ou à des parties belligérantes et cela devrait être possible avec effet rétroactif ! Cette mesure rétroactive couvre la Suisse de ridicule et en fait un pays peu prévisible et peu crédible, car personne ne saura désormais ce que la Suisse va encore décider par la suite avec effet rétroactif. Pratiquer une telle politique de passe-passe au lieu de s'en tenir à notre neutralité connue et reconnue depuis des décennies est préjudiciable à la réputation de notre pays !

La mélange des compétences politiques est tout aussi préjudiciable : dans notre pays, seul le Conseil fédéral est compétent en matière de politique étrangère. Le Parlement doit se tenir à l'écart de ces questions et ne doit pas mener une politique étrangère indépendante.

Comme pour d'autres dossiers de politique étrangère, tels que les négociations avec l'UE, certains cercles politiques recourent à un vocabulaire alarmiste et évoquent des dangers tels que « l'isolement »", « l'exclusion » et « le repli sur soi ». De même, ils cherchent à profiter de la crise et de la crainte des Suisses pour la sécurité de notre pays pour continuer à arrimer la Suisse à des organisations internationales comme l'OTAN.

Pourtant, la sécurité de notre pays n'est pas menacée par notre indépendance, mais par la remise en cause de notre neutralité !

Et qu'est-ce qui se cache vraiment derrière cette volonté affichée de faire peur ? Nous ne reprochons à personne son engagement personnel en faveur de la paix. Mais ce qui est essentiel pour un grand nombre de politiciens fédéraux est d'être eux aussi présents sur la scène internationale, d'être sous les feux de la rampe et d'être photographié avec le président Selensky !

Le rôle d'intermédiaire neutre, qui n'est pas sous les projecteurs et qui ne se fait pas remarquer par des voyages et des rencontres médiatisés, mais qui agit en coulisses, ne suffit pas à ces cercles, car ce travail ne permet pas de briller sur les réseaux sociaux.

Il existe toutefois des lueurs d‘espoir ou et il reste encore quelques esprits lucides : il convient ainsi de souligner que toutes ces démarches susmentionnées visant à affaiblir notre neutralité ne se heurtent pas seulement à des critiques sur le plan politique, mais sont également considérées par différents spécialistes du droit public comme incompatibles avec notre législation et notre Constitution.

Il est tout aussi réjouissant de constater que le Conseil fédéral a jusqu‘à présent opposé un refus clair à toutes les demandes de livraison de munitions et d‘armes à l‘un des belligérants. Le Conseil fédéral a ainsi retrouvé un peu de crédibilité.

Il faut souligner à cet égard : l‘attaque de la Russie contre l‘Ukraine doit être fermement condamnée. Mais il n‘appartient pas à la Suisse de se précipiter dans la course internationale à la livraison d‘armes.

La tâche de la Suisse est désormais claire et conséquente : elle doit faire valoir ses compétences en tant que médiatrice humanitaire. Elle doit être un lieu neutre de « bons offices » pour l‘aide humanitaire et les négociations de paix visant à stopper la guerre le plus rapidement possible.

Par conséquent, Pro Suisse combattra par des référendums populaires tout affaiblissement de la loi sur le matériel de guerre qui viole la neutralité intégrale et perpétuelle de la Suisse.

Les sondages actuels susmentionnés montrent que Pro Suisse peut d‘ores et déjà compter sur une grande partie de la population suisse.

Nous allons également faire avancer encore plus rapidement notre initiative populaire pour le maintien de notre neutralité, afin que la population suisse puisse se prononcer au plus vite sur la neutralité suisse et donc sur la sécurité, la paix et la liberté.

Mais Pro Suisse ne se contentera pas de lancer des référendums et de faire voter une initiative populaire, elle s‘active d‘ores et déjà en vue de la session de printemps en cours, afin d‘éviter que les fondements de notre État ne soient jetés aux orties de manière irréfléchie par la Berne fédérale parce qu’on y cède aux émotions. Je cède à nouveau la parole au président de Pro Suisse, Stephan Rietiker.

PRO SUISSE, case postale, 3822 Lauterbrunnen / Tél. 031 356 27 27
info@prosuisse.ch - www.prosuisse.info
IBAN CH91 0900 0000 3001 0011 5